

# Autobiographie de 1923

Christian Rakovsky

Source : [Iskra-Research](#). Cette autobiographie fut publiée en Ukraine sous forme de brochure en juillet 1923, alors que Rakovsky présidait le Conseil des Commissaires du peuple de la République socialiste soviétique ukrainienne. Traduction et note MIA.

*Kharkov, le 17 juillet 1923.*

*Vinnitsa : au Comité régional de Podolie du Syndicat des Sucriers.*

*Chers camarades !*

*En réponse à votre demande de transmettre mon autobiographie en souvenir aux ouvriers de la sucrerie Kovalévo-Stroganov, je vous joins les informations ci-dessous me concernant.*

*Salutations fraternelles,  
Ch. Rakovsky.*

## Informations autobiographiques

Je suis né en 1873 sur le territoire de l'actuelle Bulgarie<sup>1</sup>. J'emploie le terme actuelle car, l'année de ma naissance, la Bulgarie n'existait pas encore en tant qu'État distinct. Toute la péninsule balkanique était alors sous domination turque.

Bien que je sois né à Kotel, les activités de mon père étaient liées à une autre région de l'Empire ottoman : la Dobroudja. Après la guerre russo-turque, la Dobroudja fut annexée par la Roumanie, et ma ville natale par la Bulgarie. Mon père devint citoyen roumain, comme moi.

Mes parents sont d'origine bulgare. Mon père était propriétaire terrien et commerçant. Il passa une partie de sa vie à Constantinople.

Cependant, mes grands-pères et arrière-grands-pères se consacraient à une autre tâche : organiser des soulèvements en Bulgarie et dans les Balkans contre le joug turc. Dès 1810 et tout au long du XIXe siècle, leurs noms marquèrent l'histoire des peuples balkaniques. Ainsi, mon enfance baigna dans une famille imprégnée de traditions révolutionnaires nationales.

Enfant, je songeais aussi à combattre les Turcs, qui occupaient encore des portions de la Bulgarie. Mes sympathies pour le mouvement révolutionnaire prolétarien n'émergèrent que plus tard, au lycée.

En 1887, je fus exclu de tous les établissements scolaires pour avoir participé à une révolte contre des professeurs – sans aucun motif politique. Après un an passé en Roumanie chez mes parents, je réintérai un lycée bulgare grâce à une amnistie.

---

<sup>1</sup> Date de naissance : le 13 août.

En 1890, alors en sixième année, je fus à nouveau exclu de toutes les écoles bulgares, cette fois pour activité socialiste avérée. Dès 1889, à quinze ans, j'avais prononcé mon premier discours public en tant que socialiste. Chose étrange, ce discours eut lieu dans l'église de ma ville natale, où je me rendis durant les vacances de Pâques. Le prêtre, ignorant mes convictions, m'autorisa à m'adresser aux « chrétiens orthodoxes » sur « l'Église primitive de Saint-Jacques ». J'en profitai pour louer le communisme de la Première Communauté chrétienne.

Je participais déjà à des cercles clandestins, éditais une littérature clandestine à l'héctographe, traduais des brochures du français et du russe, et collectais des fonds pour publier *Qui vit de quoi* de Dickstein et *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels. Pour ces activités clandestines, comme je l'ai dit, je fus exclu de tous les lycées en 1890.

Lors de mon départ à l'étranger, je subis une deuxième arrestation (la première avait eu lieu pendant la révolte estudiantine à Varna), et la police bulgare de Roussé me battit pour « outrage à Son Altesse Royale le prince Ferdinand », futur roi de Bulgarie.

À mon arrivée à Genève, dès l'hiver 1891, j'intègre le Cercle international des étudiants socialistes, établis des contacts avec des exilés politiques de toutes nationalités et me lie étroitement, entre autres, aux sociaux-démocrates russes.

Durant mes trois années à Genève, mon activité se partage entre le mouvement social-démocrate bulgare, le mouvement ouvrier genevois et le travail social-démocrate russe à l'étranger. Avec ma participation active, quatre numéros de la grande revue bulgare « *Social-Démocrate* » sont publiés. Je traduis et édite diverses brochures du français et du russe, comme celle de [Gabriel Deville](#) *L'évolution du capital*, avec ma préface, etc. Je collabore également aux journaux et revues de Bulgarie, issus du tout jeune Parti social-démocrate bulgare.

Mon engagement dans le mouvement révolutionnaire russe s'exprime par la direction de cercles étudiants (l'un d'eux codirigé avec Rosa Luxemburg), par ma présence aux meetings de la colonie russe, où l'on combattait surtout l'étudiant libéral (futur cadet) de l'époque. Cette lutte, soutenue par [Plékhanov](#), m'envoie à la prison Saint-Antoine de Genève, suite à une plainte d'un cadet russe m'accusant de tentative de meurtre. Arrêté et placé au quartier des criminels, je suis libéré grâce à l'intervention des députés sociaux-démocrates genevois et au retrait de la plainte sous la pression de la colonie russe.

Mon rôle dans le mouvement ouvrier genevois et international se concrétise par des discours publics (dont un le 1er mai 1892 aux côtés de [Jules Guesde](#)) et par ma contribution au journal bruxellois « *L'Étudiant socialiste* ». Je suis secrétaire du Comité organisateur du 2e Congrès international des étudiants socialistes, tenu à Genève en 1893-94. Bien qu'en ayant orchestré la logistique, je ne peux y assister, étant déjà à Berlin.

À l'été 1893, je participe comme délégué des sociaux-démocrates bulgares au Congrès international de Zurich.

L'hiver 1893-94, muni de recommandations de Plékhanov pour le vieux [Liebknecht](#) et d'[Axelrod](#) pour [Singer](#), je gagne l'Allemagne. J'intègre un cercle étudiant social-démocrate clandestin, assure la liaison entre Plékhanov et Liebknecht, ainsi qu'entre Plékhanov, [Véra Zassoulitch](#) et les marxistes légaux russes.

Mon activité à Berlin attire l'attention de la police allemande, et en avril 1894, après une brève arrestation, je suis expulsé de Prusse pour « participation active aux visées d'un parti destructeur international », comme l'indique mon certificat universitaire.

Après six mois passés en Suisse, je me rends en France pour poursuivre mes études médicales, d'abord à Nancy, puis deux ans à Montpellier, où j'obtiens mon diplôme de médecine en 1897.

Durant ces trois années en France, je continue mon travail pour les journaux et revues sociaux-démocrates bulgares, dont l'existence doit beaucoup à ma collaboration assidue. Je contribue également au « *Vorwärts* » – dont je suis correspondant pour les affaires balkaniques depuis Berlin – et à la revue « *Jeunesse Socialiste* », fondée à Toulouse. Je maintiens mes liens avec la social-démocratie russe, notamment avec Vera Zassoulitch, alors à Londres, et avec Plékhanov.

Étudiant en médecine, j'organise parallèlement des cercles parmi les étudiants des Balkans, les Français et les Russes. À Montpellier, pendant deux ans, de nombreux étudiants français passent par le cercle que j'anime. Certains nous ont quittés pour les réformistes, d'autres militent encore aujourd'hui au Parti communiste. Je collabore aussi à « *La Petite République* », tant qu'elle reste l'organe du Parti ouvrier français (guesdiste), lié à moi par des convictions partagées et une amitié personnelle avec ses dirigeants.

En 1896, je participe au Congrès socialiste international de Londres comme délégué du Parti social-démocrate bulgare.

À l'été 1897, diplômé, je soutiens une thèse intitulée *De la question de l'étiologie au crime et de la dégénérescence*, qui applique pour la première fois une grille marxiste à ces phénomènes. Cette thèse, citée dans des ouvrages spécialisés à l'étranger, est adaptée en russe sous le titre *Les Malheureux* (1901-1902), signé du pseudonyme « *La Femme médecin Stancheva* » pour tromper la censure tsariste. Elle paraît dans la bibliothèque populaire Alexeïev, dirigée par Roubakine.

Je dois évoquer mes liens avec le Parti social-démocrate polonais, dont la lutte contre le tsarisme gagna l'estime internationale, notamment dans les Balkans. De 1896 à 1900, j'écris pour ses publications françaises et polonaises, en contact étroit avec ses dirigeants jusqu'à l'émergence d'un véritable parti social-démocrate internationaliste polonais, dirigé par Rosa Luxemburg.

Lors de mes vacances estudiantines, notamment en 1894, j'entrepris une tournée d'agitation en Bulgarie, organisant meetings et assemblées contre le tsarisme russe et les partis pro-russes locaux. Déjà, ma réputation d'ennemi acharné du tsarisme me précédait, ma spécialité étant de combattre la politique russe en Europe et en Orient. En cela, comme d'autres sociaux-démocrates bulgares, je suivais les directives des camarades russes, notamment Plékhanov, pour qui isoler la Russie tsariste était une tâche cruciale du prolétariat international.

Après l'université, je me rendis pour la première fois en Russie, à Moscou, avec mon épouse Élisabeth Pavlovna Riabova, moscovite. J'avais obtenu des contacts avec de timides cercles sociaux-démocrates clandestins. Tombé gravement malade, je dus renoncer à mes projets et, après des semaines alité, retournai en Roumanie. L'hiver 1897-1898, je menai une intense agitation socialiste dans les villes bulgares, alternant discours sur la social-démocratie, la politique étrangère russe, la criminalité ou le nationalisme. À la demande des camarades, j'écrivis *La Russie en Orient* (300 pages), une critique historique de l'impérialisme tsariste. Cet ouvrage devint une arme pour les sociaux-démocrates bulgares, serbes et roumains contre les partis bourgeois russophiles.

Je poursuivis mes collaborations journalistiques tout en passant mes examens médicaux en Roumanie et Bulgarie. Décidé à me consacrer au mouvement ouvrier roumain, j'effectuai mon service militaire dans l'armée roumaine.

Terminé le 1er janvier 1900, ce service me laissa du temps pour écrire. En tant que médecin-lieutenant, je publiai sous pseudonyme (Radev) dans « *Notre Parole* », premier journal social-démocrate légal russe, et dans le « *Przedświt* » polonais. Je sortis aussi *Science et Miracles*, une réfutation du spiritisme, et une brochure sur l'affaire Dreyfus. Mes éditoriaux réguliers dans « *Nouveau*

*Temps* », organe théorique du Parti socialiste bulgare, se poursuivirent. En 1900, je publiai à Pétersbourg un essai intitulé *La France contemporaine : histoire de la Troisième République* sous le pseudonyme d'Inzarov, tout en critiquant dans « *Vorwärts* » le mouvement social-démocrate roumain, alors opportuniste.

En février 1899, lors d'un séjour à Pétersbourg chez mon épouse, je fréquentai les marxistes légaux ([Strouvé](#), [Tougan-Baranovski](#), [Potressov](#)), rencontrés à Londres en 1896. La rupture entre majoritaires et partisans de [Bernstein](#) était déjà consommée. Je contribuai à « *La Bannière Ouvrière* », feuille clandestine, et prononçai un discours si véhément à la Société de patronage du commerce russe (présidée par le général Ignatiev) que la police tenta en vain de m'arrêter – j'avais déjà quitté la ville.

Mon nouveau projet était, après avoir terminé mon service militaire en Roumanie, de m'installer en Russie, à Pétersbourg. On me jugeait apte à un travail littéraire clandestin. J'arrivai à Pétersbourg début 1900, mais en moins de deux semaines, je fus expulsé de l'Empire russe.

Je partis pour la France en pleine tenue du Congrès socialiste international de Paris, où je participai en tant que délégué bulgare. Aux côtés de Plékhanov, je combattis la « résolution en caoutchouc » de [Kautsky](#) sur la collaboration avec les gouvernements bourgeois<sup>2</sup>. Un article non signé de ma main, consacré à ce congrès, parut dans le premier numéro de « *L'Iskra* » – je gardais encore l'espoir de retourner en Russie.

À Paris, je collaborai à la revue « *Le Mouvement socialiste* », dirigé par Lagardelle, oscillant entre réformisme et syndicalisme révolutionnaire. Bien qu'éclectique, c'était alors la seule revue socialiste en France. « *La Revue socialiste* » de [Malon](#), elle, était ouvertement réformiste.

Pour subsister, j'écrivis aussi dans des revues légales russes comme « *Le Monde de Dieu* » et « *Le Courrier du Nord* », où contribuaient certains marxistes légaux. Profitant de mon exil forcé, je m'inscrivis en faculté de droit.

En 1901, je parvins à rentrer en Russie, débarquant à Pétersbourg en pleine désorganisation des cercles sociaux-démocrates, littéraires et clandestins. La mort de mon épouse m'obligea bientôt à repartir à l'étranger, où je pouvais mieux exercer mes talents d'agitateur et de publiciste.

Entre 1900 et 1904, je publiai de nombreux articles dans la presse légale russe – principalement des travaux historiques, à l'exception d'un essai théorique sur Saint-Simon. Mes textes traitaient de la vie française : « *Metternich et son temps* » (édité chez Pavlenkov), « *Lamennais et son temps* », « *Les Pamphlétaires français* », « *La Turquie et la Macédoine* », « *Georges Clemenceau* », ou encore « *Le Cléricalisme français* ». Ils parurent dans « *Le Monde de Dieu* », « *Le Messager de l'Europe* », « *L'Éducation* », etc. Contraint par les circonstances, j'écrivis même une nouvelle, « *À travers le nord de la Russie* », pour le journal jeunesse « *Le Jeune Lecteur* ».

En 1900, après ma première expulsion, j'avais souhaité m'investir pleinement dans le mouvement ouvrier français. Mais en tant qu'étranger, je ne pouvais qu'écrire sous pseudonyme ou participer à de petits cercles. Toute activité politique ouverte aurait entraîné mon expulsion. Une tentative de naturalisation échoua face aux tracasseries policières.

Avant de quitter la France, j'exerçai brièvement la médecine dans un village tout en poursuivant mes études de droit.

À l'été 1903, je voyageai en Bulgarie pour le congrès du Parti social-démocrate des « étroits » (*teksniatsi*), prononçant discours et conférences à Roussé. Au printemps 1904, je parcourus les principales villes bulgares. Mes discours – *Nos divergences (contre l'opportunisme), L'Origine et la*

---

2 Cette résolution admettait la collaboration, tout en émettant une série de réserves.

*mission du socialisme, Le Socialisme et la classe ouvrière, La Guerre russo-japonaise* – furent sténographiées et publiées.

À l'été 1904, je participai au Congrès socialiste international d'Amsterdam en tant que délégué du Parti social-démocrate bulgare des « étroits » (la scission ayant déjà eu lieu en Bulgarie) et du Parti social-démocrate serbe. J'intervins dans les débats sur la question centrale du congrès – la tactique – et mon vote contribua à faire échouer la résolution opportuniste de [Vandervelde](#) et [Adler](#). À Amsterdam, sur mandat de la délégation du Parti social-démocrate russe, je pris la parole au nom de la Russie lors d'un meeting ouvrier organisé après l'assassinat de Plehvé.<sup>3</sup>

De retour en Roumanie, je cherchai à établir des liens avec les ouvriers locaux. Le 9 janvier 1905 servit de déclic à l'émergence d'un nouveau mouvement ouvrier roumain. Radicalement différent de l'ancien – opportuniste –, ce mouvement était résolument rouge, teinté d'une tendance syndicaliste-révolutionnaire.

En mars 1905, avec l'aide d'un groupe de camarades ouvriers, je fondai « *La Roumanie Ouvrière* », organe du nouveau mouvement.

Les années 1905 à 1907, jusqu'à mon expulsion de Roumanie, furent marquées par un travail intense pour créer des syndicats et un parti politique ouvrier. La tâche porta ses fruits. À la fin des années 1890, l'ancien parti social-démocrate roumain avait été liquidé, et toute organisation de classe ouvrière avait disparu. Le gouvernement tentait d'embrigader les ouvriers dans des « corporations » – syndicats mixtes réunissant patrons et travailleurs, surtout dans les petites et moyennes industries. Les ouvriers s'y plièrent d'abord, mais déchantèrent vite. C'est alors qu'avec un groupe de révolutionnaires conscients, je lançai le mot d'ordre : « *À bas les corporations ! Vive les syndicats professionnels ouvriers !* ». Une aspiration spontanée aux syndicats s'ensuivit.

Ces trois années coïncidèrent avec l'essor de l'industrie lourde roumaine – pétrolière et métallurgique. Les grèves se succédèrent, les syndicats en étant tantôt le prérequis, tantôt le résultat. Les événements révolutionnaires russes stimulèrent aussi l'éveil de la classe ouvrière roumaine. L'arrivée du cuirassé révolutionnaire [Potemkine](#) à Constanța en juin 1905 eut un impact majeur. Je montai à bord pour tenter en vain de le rediriger vers le Caucase, où des grèves à Batoumi et des soulèvements montagnards étaient signalés. Par la suite, j'organisai l'accueil des mutins du *Potemkine* en Roumanie.

À l'été 1906, je me rendis clandestinement à Pétrograd, puis à Odessa, pour étudier la possibilité d'un quotidien social-démocrate. L'entreprise s'avérant irréalisable, je regagnai la Roumanie.

Comme je l'ai dit, le travail fut fructueux. À Galați, Brăila, Constanța, Bucarest, Ploiești et Iași, les ouvriers rejoignirent les syndicats par centaines, puis par milliers. Les tentatives gouvernementales d'étouffer les grèves et de diviser l'avant-garde ouvrière eurent l'effet inverse. Le pouvoir tenta de rallier aux vestiges des corporations des éléments déclassés – ouvriers bureaucratisés vivant des subsides étatiques et des cotisations forcées. En vain. Les ouvriers ne croyaient plus aux dirigeants vendus des corporations. Ces derniers recoururent alors à la violence. À Constanța, lors d'une réunion, ils me tendirent une embuscade et me passèrent à tabac. La police, au lieu d'arrêter les coupables, m'appréhenda et me fit traverser la ville dans une voiture, couvert de sang. Ce coup de force provoqua l'indignation générale et déclencha des meetings de protestation contre les corporations et la complicité policière à travers le pays.

L'année 1907 apporta des bouleversements majeurs pour le mouvement ouvrier roumain et mon action.

---

<sup>3</sup> Durant l'hiver 1903-1904, j'ai passé plusieurs mois à Paris, dirigé des cercles sociaux-démocrates étudiantins, pris la parole dans des meetings sur la guerre russo-japonaise qui venait d'éclater et mené des polémiques avec les socialistes-révolutionnaires.

En février éclata une révolte paysanne. Dirigée d'abord contre les fermiers juifs de Moldavie du Nord – attisée par la propagande antisémite des libéraux et nationalistes –, elle s'étendit aux tenanciers chrétiens, puis aux propriétaires terriens, démontrant que l'exploiteur reste l'exploiteur, quelle que soit sa religion.

Le gouvernement conservateur – aux mains des grands propriétaires –, impuissant à réprimer la révolte, céda le pouvoir aux libéraux, tout aussi terriens mais plus agressifs, mêlant intérêts fonciers et bourgeois.

La situation de la Roumanie devint critique. Le pays entier – toutes les campagnes – était en proie aux flammes de la révolte paysanne. Les paysans incendiaient les domaines, massacraient les rares propriétaires présents dans les villages en cette saison hivernale. Les soulèvements prirent une tournure particulièrement violente en Valachie, dans les régions danubiennes. Il faut préciser que les grands propriétaires, exploiters impitoyables de la paysannerie roumaine, se concentraient justement dans ces zones fertiles et riches. À l'inverse, près des Carpates, dominait la petite propriété. Le gouvernement redoutait par-dessus tout que l'armée, envoyée réprimer les paysans, refuse de tirer. Les libéraux, dès leur arrivée au pouvoir, optèrent pour une répression féroce, donnant carte blanche au commandement militaire – lequel fit fusiller les paysans et raser les villages à coups de canon selon son bon plaisir. La seconde mesure fut l'écrasement rapide du mouvement ouvrier, qui avant la révolte paysanne tenait les villes en haleine. Le pouvoir craignait par-dessus tout l'alliance ouvriers-paysans. Une telle union aurait pu se réaliser – malgré l'absence de liens organisationnels entre le jeune mouvement ouvrier et la révolte paysanne spontanée – si le gouvernement n'avait réussi à isoler les campagnes des villes.

Pour neutraliser le mouvement ouvrier urbain, une série de mesures fut déployée : perquisitions, saisies de journaux socialistes, fermeture des locaux syndicaux, arrestation des dirigeants. Naturellement, je fus le premier arrêté. Dès le 15 mars, à la Chambre des Députés roumaine, Margiloman, ancien ministre conservateur, interpella le nouveau gouvernement – incarné par le Premier ministre Dimitrie Stourdza – sur les mesures envisagées contre l'organisation « *La Roumanie Ouvrière* », dont l'organe avait publié un appel aux soldats les enjoignant de ne pas tirer sur les paysans.<sup>4</sup> Stourdza répondit que les mesures étaient en cours et que, concernant ma personne, le gouvernement détenait des preuves de ma non-citoyenneté roumaine. Étant médecin militaire de réserve, les autorités imaginèrent d'abord me neutraliser par une mobilisation. Des rumeurs insistantes circulèrent : on m'enverrait au front pour m'« éliminer définitivement ». Toutefois, la police jugea risqué de m'expédier avec mon régiment vers les zones insurgées. Alors que je m'apprêtais à rejoindre mon unité en marche, un contre-ordre me retint à la caserne de Constanța. À Bucarest, Galați et Brăila, d'autres camarades furent arrêtés. La sauvage répression de la paysannerie avançait à marche forcée.

Par les journaux que m'apportaient des officiers – et par des sources clandestines plus accablantes encore que la presse –, je suivais l'actualité. Je jugeai nécessaire d'informer mes camarades parisiens des horreurs commises. Ma lettre, publiée sous forme d'article dans « *L'Humanité* », me valut une sanction militaire modérée : on me retira le grade d'officier de « *l'armée de Sa Majesté le roi de Roumanie* », comme « *indigne de porter les épauettes d'officier* ». Bien plus lourde de conséquences – pour le mouvement ouvrier autant que pour moi – fut la mesure préparée par le gouvernement : mon expulsion de Roumanie. Éloigner un agitateur et propagandiste du travail vivant, le priver de tout contact avec les masses ouvrières, constitue le châtiment le plus terrible.

Bien qu'il n'existât aucun fondement légal à cet arbitraire, le gouvernement roumain ne recula pas devant la violation de ses propres lois. Il se trompa cependant en pensant que cet acte passerait inaperçu, comme tant d'autres. Ni le mouvement ouvrier roumain, ni moi-même n'entendions nous soumettre à ce crime d'État. Nous jurâmes que la lutte contre l'illégalité gouvernementale se solderait

---

4 L'organisation politique centrale ouvrière s'appelait, comme le journal lui-même, « *La Roumanie Ouvrière* ».

par sa défaite et notre victoire – et nous tinmes parole. Durant cinq ans, mon retour en Roumanie et le rétablissement de mes droits politiques devinrent un enjeu concret de la lutte des classes ouvrières. Bien sûr, le prolétariat roumain n'oublia pas ses autres combats, mais contraindre le pouvoir à respecter ses droits figurait parmi les plus grandes victoires qu'une classe ouvrière puisse remporter. Je n'entends pas décrire ici les étapes de cette lutte.

En Roumanie même, outre les ouvriers, des franges de la petite bourgeoisie finirent par s'y engager. À un moment, la vie politique roumaine se polarisa autour de ma réintégration. Le combat déborda même les frontières : la presse social-démocrate européenne, voire une partie de la presse radicale petite-bourgeoise, soutint activement les ouvriers roumains contre le gouvernement libéral.

Comme mentionné, cette lutte aboutit à mon retour début 1912. Durant mon exil, je continuai de diriger le mouvement ouvrier roumain, collaborant aux journaux du parti et des syndicats, publiant des brochures et même une revue mensuelle, « *L'Avenir social* ». Je préparai deux ouvrages : *Au royaume de l'arbitraire et de la lâcheté*, en roumain (destiné aux travailleurs locaux) et *La Roumanie des boyards* en français (pour alerter l'opinion socialiste internationale). Ces livres dénonçaient les persécutions contre ouvriers et paysans, exposant aussi mon cas.

En 1909, je rentrai clandestinement en Roumanie, fus arrêté, jugé pour « violation de la loi » et expulsé à nouveau. Le scandale fut immense : je résistai, et on dut m'enfourner de force dans un wagon. Les autorités hongroises refusèrent de m'accueillir ; on me ballotta comme un colis d'une frontière à l'autre, jusqu'à ce que des négociations diplomatiques contraignent la Hongrie à m'accepter.

Nos calculs – et ceux de nos camarades – tablaient sur des procès répétés, transformés en tribunes d'agitation. Dès 1908, en mon absence, le gouvernement m'avait intenté deux procès pour justifier mon expulsion illégale (aucune loi n'autorisant l'exil de citoyens roumains). Les autorités recoururent à des arguties juridiques invraisemblables, n'hésitant pas à fabriquer de faux documents.

Nous souhaitions un procès en ma présence, mais le pouvoir préféra me relâcher à l'étranger plutôt que de créer une tribune contre lui. Lors de ma tentative de retour en octobre 1909, mon arrestation fut étouffée par la presse. Le gouvernement nia farouchement les faits... jusqu'à ce qu'ils fuitent.

La classe ouvrière roumaine, habituée aux illégalités de l'État, vit dans cette occultation la preuve de sinistres intentions. Le 19 octobre 1909, à Bucarest, les travailleurs descendirent dans la rue après que les journaux du soir eurent révélé les plans de Bratiano pour m'« éliminer plutôt que de me laisser revenir ». La manifestation tourna à l'affrontement sanglant avec la police : des dizaines de blessés, trente arrestations – dont des dirigeants syndicaux – et des passages à tabac dans les sous-sols de la préfecture.

Ces faits ignobles provoquèrent des protestations dans toute la Roumanie – des grands centres ouvriers à la presse bourgeoise « démocratique » –, puis au-delà des frontières.

La lutte entre les ouvriers et le gouvernement s'intensifia. Une tentative d'assassinat ratée contre Bratiano survint, dont il s'avéra que la police elle-même avait participé à l'organisation. Cet attentat contre Bratiano servit de signal à de nouvelles persécutions contre les ouvriers, contre le droit de grève et les droits syndicaux. Le gouvernement Bratiano ne pouvait plus rester au pouvoir ; il se retira, maudit par les ouvriers, cédant la place à un gouvernement conservateur dirigé par Carp. En février 1911, je retournai illégalement en Roumanie. Cette fois, je parvins à atteindre la capitale et, après avoir pris contact avec mes camarades, je me rendis aux autorités judiciaires. Une fois encore, plutôt que de m'ouvrir les portes de la prison, le gouvernement roumain préféra me rejeter sur un territoire étranger. Les voies hongroises étant compromises, il tenta de me refouler vers la Bulgarie. Mais ses tentatives de me faire passer par deux postes-frontières bulgares échouèrent également.

Il restait encore la voie russe – que le gouvernement ne pouvait emprunter – et enfin la voie maritime. Je fus embarqué sur un navire, muni d'un passeport roumain, et expédié à Constantinople. Toutefois, quelques jours plus tard, à la demande de la police roumaine, les autorités jeunes-turques m'arrêtèrent. L'intervention des députés socialistes turcs me sauva de la prison ottomane.

Je me rendis à Sofia et lançai le journal socialiste quotidien « *Napred* » (En avant), dont la mission principale était de combattre le nationalisme belliqueux bulgare, préparant la guerre balkanique. Naturellement, je devins la cible de toutes les attaques des nationalistes bulgares. Tout comme en 1907, où la presse roumaine avait mené une campagne prétendant que j'étais un agent de l'état-major russe, la presse bulgare m'accusa désormais d'être un agent du gouvernement turc. Certains allèrent jusqu'à mentionner un montant précis en livres turques que les autorités ottomanes m'auraient soi-disant versé lors d'un voyage à Thessalonique.

Cependant, un revirement en ma faveur se préparait en Roumanie. Le principal ennemi de notre mouvement ouvrier était le Parti libéral, représentant non seulement les propriétaires terriens et le capital locatif, mais surtout le capital industriel. Après quelques concessions aux paysans, qui apaisèrent temporairement les campagnes, les conservateurs estimèrent pouvoir différer la crainte de nouvelles révoltes agraires. Ils jugèrent que le mouvement ouvrier pourrait servir leur stratégie conservatrice contre les libéraux. Quoi qu'il en soit, après mon second retour et ma nouvelle expulsion, les conservateurs annoncèrent leur volonté de réexaminer mon cas. Le décret d'expulsion fut levé, et un tribunal spécial me rétablit dans mes droits politiques. C'était en avril 1912.

Par ailleurs, je représentai le parti roumain en 1911 à la conférence des partis socialistes balkaniques à Belgrade. La même année, mandaté par le Bureau Socialiste International, j'intervins à Thessalonique lors d'un meeting contre la guerre turco-italienne. À l'été 1912, à la veille de la première guerre balkanique, j'organisai à Constantinople une conférence des partis socialistes des Balkans, élaborant un programme d'action contre la guerre imminente. Mais empêcher ce conflit échoua. Après le déclenchement de la première guerre balkanique, je me rendis à Bruxelles pour la réunion du Bureau Socialiste International, qui décida la convocation d'un congrès extraordinaire à Bâle. Je ne pus y assister, étant entièrement absorbé par la lutte contre l'entrée de la Roumanie dans la guerre balkanique.

Mais nous ne pûmes empêcher cela non plus, et la Roumanie entra dans la seconde guerre balkanique, occupant une partie de la Bulgarie sans rencontrer de résistance, toutes les forces bulgares étant alors mobilisées sur les fronts grec, serbe et turc. La Roumanie s'enrichit aux dépens de la Bulgarie en s'emparant de la riche province de Dobroudja, située entre le Danube et la mer Noire. Bien sûr, tout le parti social-démocrate roumain protesta contre ce pillage de territoire étranger, mais c'est moi qui subis le plus de représailles pour ces protestations, ayant en outre la malchance d'être d'origine bulgare. Moins d'un an après la fin de la seconde guerre balkanique et la signature de la paix de Bucarest, les prémices d'une nouvelle guerre se profilèrent. Comme on le sait, la Roumanie n'entra pas immédiatement dans la guerre impérialiste. Le gouvernement roumain marchandait, attendant de voir de quel côté pencherait la victoire et qui lui offrirait le plus. Durant cette période, d'août 1914 à août 1916, quand la Roumanie finit par s'engager, le parti social-démocrate roumain dut mener un combat extrêmement ardu.

À l'intérieur du pays, nous défendions la neutralité face à deux factions bellicistes – la russophile et la germanophile –, c'est-à-dire contre ceux qui voulaient la Roumanie aux côtés de la Russie et de l'Entente, et ceux qui la voulaient aux côtés de l'Allemagne contre l'Entente. La Roumanie devint l'arène où s'affrontaient les ambitions politiques des deux blocs.

La lutte fut acharnée. Nous connûmes des moments de victoire où, sous le poing ferme des ouvriers, le pays vacillait et la guerre semblait évitable. Mais il y eut aussi des moments où la faction militariste, renforcée par des appuis extérieurs et intérieurs, reprenait courage au gré des victoires de l'un ou l'autre camp. Le combat ne se limita pas à une polémique journalistique d'une virulence inouïe, à des

meetings et des manifestations de rue. Il prit parfois un tour plus tragique. Dans les Balkans, où les mœurs policières sont brutales, le gourdin et le revolver remplacent souvent les arguments politiques.

Dès 1913, à Tulcea, notre campagne électorale se heurta à une bande de voyous organisée par la police. Les ouvriers étaient battus dans les rues et dans les sous-sols des commissariats. Pour ma part, on usa d'une méthode plus « civilisée » : on m'arrosa avec des lances à incendie avant de m'arrêter et de m'inculper pour outrage aux autorités, notamment au procureur. Je fus condamné à deux semaines de prison, purgées à Tulcea. Mais lorsque la guerre éclata, on pointa sur nous des canons de revolvers et de fusils plutôt que des gourdins. À Focșani, nous dûmes repousser à coups de feu une bande qui nous attendait, mes camarades et moi, à la sortie du train.

En juin 1916, à Galați, une manifestation ouvrière essuya une salve d'une compagnie militaire : neuf personnes tombèrent mortes sur le pavé, et une vingtaine de blessés furent emportés vers les hôpitaux. Ayant quitté Galați par hasard la veille, je ne participai pas à la manifestation, mais je fus arrêté le lendemain, conduit à Galați, et inculpé d'avoir organisé une révolte contre les autorités. Ces exactions provoquèrent une explosion d'indignation parmi les ouvriers. Une grève générale fut déclenchée à Bucarest, menaçant de s'étendre à toute la Roumanie. Le gouvernement, déjà résolu à entrer en guerre, redouta visiblement de provoquer des troubles à la veille des hostilités et me libéra, ainsi que les autres camarades arrêtés.

Deux mois plus tard, la Roumanie entra en guerre. Un mois après, j'étais de nouveau arrêté, le gouvernement roumain m'entraînant dans sa retraite de Bucarest vers Iași. Le 1er mai 1917, je fus libéré par la garnison russe de Iași. Cet acte révolutionnaire, salué par les ouvriers de Russie, de Roumanie et d'ailleurs, souleva l'indignation non seulement du gouvernement roumain, mais aussi du gouvernement provisoire russe. Goutchkov s'empressa de condamner par télégramme le Soviet des ouvriers et soldats de Iași. Par ailleurs, dès mon arrivée en Russie, le gouvernement provisoire surveilla étroitement mes actions, comme celles des autres social-démocrates et révolutionnaires roumains exilés.

Désorienté dans les premiers jours de la révolution de Février, le gouvernement des propriétaires terriens roumains, dirigé par Brătianu, ne tarda pas à trouver ses meilleurs alliés en la personne du gouvernement provisoire russe – d'abord celui du prince Lvov, puis celui présidé par Kerensky. Le socialiste-révolutionnaire Kerensky non seulement ordonna, à la demande du gouvernement roumain, une surveillance la plus stricte de nos activités (comme en témoignent ses archives), mais il envisagea également d'extrader vers les autorités roumaines certains camarades, notamment le camarade [Bujor](#), et de prendre des mesures contre moi.

La première ville que je visitai sur le territoire de la Russie révolutionnaire d'alors fut Odessa. C'est là que je débutai ma lutte contre la guerre et le défensisme, ce qui provoqua une campagne de calomnies menée par [Bourtsev](#), [Alexinski](#) et autres. À mon arrivée à Petrograd, je poursuivis le même combat. Bien que je ne fusse pas membre organique du parti bolchevique et que je divergeais avec eux sur certains points, aux yeux des ennemis de la classe ouvrière, je ne faisais qu'un avec eux. Le journal « *L'Unité* » de Plékhanov me rappela que j'étais un étranger et que je ne devais pas abuser de l'hospitalité. Autrement dit, on me menaçait d'expulsion si je persistais dans mes activités.

Pendant les journées de [Kornilov](#), averti par l'ex-socialiste-révolutionnaire et actuel communiste Semionov qu'un ordre d'arrestation contre moi avait été émis – le 26 août, si je ne me trompe – par le général Loukomski depuis le quartier général de Kornilov, je décidai de prendre des précautions. L'organisation bolchevique, dirigée par le camarade [Sverdlov](#) (désormais disparu), me cacha un temps à l'usine de cartouches de Sestroretsk. De là, je me réfugiai auprès de l'organisation bolchevique de Kronstadt. Après l'écrasement de la rébellion de Kornilov, je décidai de me rendre à Stockholm, où une conférence des zimmerwaldiens devait se tenir. C'est là que me surprit la révolution d'Octobre. En décembre, j'étais de retour à Petrograd, et début janvier, je partis pour le sud en tant que commissaire-organisateur du Sovnarkom [*Commissariat du peuple*] de la RSFSR, accompagnant une expédition de

marins dirigée par le célèbre camarade [Jelezniakov](#), qui périt plus tard durant la guerre civile. Après avoir séjourné quelque temps à Sébastopol et organisé une expédition sur le Danube contre les autorités roumaines – qui avaient déjà occupé la Bessarabie –, je gagnai Odessa avec cette troupe.

Là fut créée la Collège autonome suprême de lutte contre la contre-révolution en Roumanie et en Ukraine. En tant que président de ce collège et membre du Roumtcherod<sup>5</sup>, je restai à Odessa jusqu'à l'occupation de la ville par les Allemands. Avec les camarades actifs en Ukraine à cette époque, je vécus la tragédie de notre retraite face à l'armée impérialiste austro-allemande. D'Odessa, je me rendis à Nikolaïev, puis en Crimée, à Iékaterinoslav (où je participai au deuxième congrès des Soviets d'Ukraine), ensuite à Poltava et Kharkov. Après un bref séjour d'un mois à Moscou, je pris la tête d'une délégation chargée de négocier la paix avec la République populaire ukrainienne, c'est-à-dire la Rada centrale. Cette délégation devait nous rejoindre à Kursk. Je crois que Sevriouk ou Porsh – un social-démocrate ou socialiste-révolutionnaire ukrainien, je ne me souviens plus – était censé la diriger. Cependant, alors que nous étions à Kursk, au lieu de voir arriver la délégation ukrainienne, nous apprîmes le coup d'État de [Skoropadsky](#).

À Kursk, en attendant la possibilité de mener des négociations, je dus conclure un armistice avec les Allemands, qui poursuivaient leur offensive sur tout le front, de Rostov à la Biélorussie. Le gouvernement de Skoropadsky nous proposa de venir à Kiev, estimant que nous serions beaucoup plus conciliants s'il nous entourait de sa garde, nous terrorisait par une campagne dans les journaux blancs de Kiev et, surtout, par l'intermédiaire des généraux et diplomates allemands, qui étaient alors les maîtres de l'Ukraine. Je dus rester à Kiev pendant cinq mois. La tâche de la délégation de paix que je dirigeais consistait à expliquer aux masses ouvrières et paysannes d'Ukraine la véritable politique du pouvoir soviétique, en l'opposant à celle de Skoropadsky, de la Rada Centrale et des autres agents de l'impérialisme allemand et des propriétaires terriens russes.

De retour de Kiev à Moscou, au mois de septembre, je reçus une mission urgente en Allemagne pour y poursuivre les négociations avec le gouvernement allemand sur la conclusion d'un traité de paix avec l'Ukraine. Mais, à Berlin, avec l'ambassadeur russe [Joffé](#), [Boukharine](#) et d'autres camarades, je fus expulsé par le gouvernement allemand. Nous étions encore en route, retenus prisonniers par les Allemands à Borisov, lorsque nous apprîmes la nouvelle de la révolution allemande.

Quelque temps après, le Comité Exécutif Central m'envoya parmi d'autres délégués qui devaient se rendre à Berlin pour assister au premier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats d'Allemagne. Mais nous fûmes retenus par les autorités militaires allemandes à Kovno et renvoyés en Russie. Après un bref séjour à Gomel, où le pouvoir allemand était alors en liquidation, j'arrivai à Moscou, d'où je fus appelé par le Comité Central du Parti Communiste (bolchevik) d'Ukraine pour occuper ici, en Ukraine, le poste de président du Conseil des Commissaires du Peuple.

Je juge inutile de vous parler de la période de mon activité à partir de janvier 1919, car elle coïncide avec l'histoire de la République Soviétique Ukrainienne, qui vous est connue, ainsi qu'à tous les ouvriers et paysans d'Ukraine.

Avec un salut communiste,  
Ch. Rakovsky.

Kharkov, le 25 juin 1923.

---

5 Comité exécutif central des soviets et des comités de soldats et marins du Front roumain, de la flotte de la mer Noire et de la région d'Odessa (Kherson, Bessarabie, Tauride, partie des provinces de Podolsk et de Volynie). Constitué en mai-juin 1917 à Odessa, sa première majorité fut socialiste-révolutionnaire (SR) et menchevik. Lors de son 2e Congrès (décembre 1917-janvier 1918), les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires y furent majoritaires. Le Roumtcherod assumait les pleins pouvoirs dans la région et le commandement des troupes du front roumain et de la ligne de front. En mai 1918, après la chute d'Odessa face aux troupes austro-allemandes, il cessa ses activités. (*Note MIA*)